

BADR'EDDINE MILI

«Pour un pacte patriotique

La crise économique, la situation sécuritaire aussi bien aux plans intérieur qu'extérieur, les confrontations entre partis majoritaires et opposition sont au centre des préoccupations de nombre d'observateurs. Badr'Eddine Mili, en analyste éprouvé, se penche également sur ces dossiers en y apportant une lecture précise et en proposant des pistes de dépassement de certains clivages.

Le Soir d'Algérie : Les autorités officielles ainsi que la plupart des observateurs nationaux et étrangers décrivent la situation dans la région du Maghreb et du Sahel, comme alarmante quand l'opposition politique algérienne met en garde contre «l'alarmisme» du gouvernement assimilé à un chantage destiné à masquer la volonté du régime en place de perdurer aux commandes de l'Etat. De quel côté penche votre analyse ?

Badr'Eddine Mili : Ni d'un côté ni de l'autre. La situation qui prévaut dans la profondeur stratégique de l'Algérie est sérieuse et préoccupante. Politiquement, économiquement et sécuritairement. Les signaux d'alerte qui encombreront le tableau de bord du gouvernement ne sont pas pour rassurer. Ils suscitent des inquiétudes qui vont crescendo. Dire, à cet égard, que l'Algérie est proche de l'œil du cyclone n'est pas une vue de l'esprit.

C'est le constat tiré de données concrètes qui n'ont rien à voir avec l'alarmisme. Quand vous avez à vos frontières une Libye plongée dans le chaos total ; la

nus qui ne coûtent pas cher. Et puis, il y a l'autre, la réelle, celle de la force brutale et de la diplomatie secrète qui défendent, sans états d'âme, des intérêts économiques et stratégiques non négociables.

Dans la situation délicate que traverse l'Algérie, les Etats capitalistes occidentaux poursuivent la réalisation de quatre objectifs principaux :

1) freiner le développement indépendant du pays pour qu'il ne constitue pas un précédent dangereux comme il le fut sous le mandat du Président Boumediène ;

2) mettre sous la tutelle de leurs entreprises le potentiel national en brisant la règle du 51/49 sous prétexte de mondialisation ;

3) replonger l'économie dans l'ornière de l'endettement ainsi que l'exige, impudemment, à partir d'Alger, sans être remis à sa place, le représentant du FMI qui traîne, soit dit en passant, une créance algérienne de 5 milliards de dollars ;

4) pousser le gouvernement à dénoncer son pacte stratégique avec la Russie et à réviser, subséquentement, ses positions sur la Palestine, la Syrie, l'Iran, le

La visite de Serguei Lavrov a renforcé le pacte stratégique algéro-russe et l'Algérie n'a pas renié ses engagements sur la Libye, la Tunisie, le Sahara occidental, la Palestine, la Syrie et le Yémen et a porté la contradiction à l'Arabie Saoudite sur le statut du Hizbollah. Ce qui n'est pas rien quand on connaît le rapport de force dominant au sein de la Ligue des Etats arabes.

Tunisie assaillie massivement ; le Maroc de plus en plus arrogant ; la paix civile remise en cause, quotidiennement, au Mali et les arrières stratégiques sahéliens ébranlés par des opérations terroristes, à grande échelle, il n'y a pas de quoi pavoiser. Si, en plus, les Etats-Unis recommandent à leurs ressortissants d'éviter de se rendre en Algérie ; si l'Allemagne s'emploie à expulser, manu militari, les « demandeurs d'asile » algériens et si Solanas, l'ex-secrétaire général de l'OTAN, se met de la partie en déclarant le pays infréquentable, appuyé par les articles incendiaires du *Figaro*, du *Parisien* et du *Financial Times*, sans parler de la presse saoudienne, il y a comme un encerclement dans l'air qui ne dit pas son nom et qui vise à isoler le pays dans le but de le dessaisir de ses derniers remparts souverains, à la faveur d'une conjoncture de réduction des ressources financières souhaitée par certains milieux algériens et étrangers comme annonciatrice d'une banqueroute.

Le gouvernement algérien semble, pourtant, bien noté par la France et les Etats-Unis qui lui renouvellent, régulièrement, leur appui, qualifiant sa politique, notamment sécuritaire, d'exemplaire...

Il ne faut pas trop se fier aux apparences. Dans la politique mondiale des grandes puissances occidentales, il y a deux scènes : la scène virtuelle où se tiennent les grandes messes de la coopération, de la concorde et de la défense des droits de l'Homme, copieusement arrosées de larmes de crocodile et gratifiées, à intervalles réguliers, de satisfecit conve-

Liban du Hizbollah parce que les Américains, les Français et les monarchies du Golfe estiment que la puissance de feu de l'Armée nationale populaire est un facteur de déséquilibre, face au Maroc, et que l'arc chiite, en formation, ne devrait, en aucun cas, bénéficier de l'appui d'une pièce maîtresse du calibre de l'Algérie, d'où des pressions de plus en plus récurrentes et de plus en plus contraignantes.

La riposte de l'Etat algérien vous semble-t-elle, à ce stade de l'évolution des événements, à la hauteur des menaces ou en deçà des attentes de la Nation et de la classe politique ?

Sous un certain rapport, vu du côté de l'ANP et de la diplomatie conduite avec talent, fermeté et surtout un réalisme et un sens de l'équilibre respectables, la réaction de l'Etat algérien donne l'impression, pour le moment, de répondre aux exigences de la situation. La visite de Serguei Lavrov a renforcé le pacte stratégique algéro-russe et l'Algérie n'a pas renié ses engagements sur la Libye, la Tunisie, le Sahara occidental, la Palestine, la Syrie et le Yémen et a porté la contradiction à l'Arabie Saoudite sur le statut du Hizbollah. Ce qui n'est pas rien quand on connaît le rapport de force dominant au sein de la Ligue des Etats arabes. La même constance est observée sur le dossier de la révision des accords désavantageux conclus avec l'Union européenne. Il s'agit, là, d'une démarche souverainiste demeurée fidèle aux principes intangibles de l'Etat algérien, depuis la reconquête de son indépendance. Une démarche qui souffre, néanmoins, du parasitage provoqué par les initiatives



Badr'Eddine Mili.

et les déclarations des segments du pouvoir parallèle qui lui sont opposés et dont le plus clair est inspiré par les firmes internationales et les services de renseignement étrangers, intéressés, au plus haut point, par le désarmement politique, économique et militaire de l'Algérie.

Qu'y a-t-il, alors, à entreprendre ou à proposer qui ne l'ait été déjà, par le gouvernement ?

Un projet simple et complexe, à la fois, qui aurait dû être enclenché, il y a une quinzaine d'années, alors que tout était à portée de main, c'est-à-dire la conception et la mise en œuvre d'un grand programme politico-économique national qui, dans un contexte de confiance populaire retrouvée, aurait entraîné l'adhésion des corps les plus homogènes et les plus volontaires de la société. A la place, on a eu droit à une gouvernance autoritariste décalée et à des politiques palliatives, populistes, de peu de consistance, pour la plupart, empruntées à des schémas préconisés par le gouvernement Rocard acculé, dans les années 80, à préserver le modèle français de solidarité sociale des effets de la loi d'airain imposée par le capitalisme financier international qui avait fait une

Dans l'état actuel des choses, c'est-à-dire une suspicion générale vis-à-vis de l'autorité et une autonomisation de plus en plus manifeste de la société, les élections ne seront d'aucun secours, l'opinion s'étant vaccinée contre l'urne jusqu'à preuve du contraire : la répudiation de la fraude et l'élimination (est-elle possible ?) du magma corrompu et corrompible formé par la clientèle activiste des appareils politiques, administratifs et syndicaux officiels.

entrée fracassante sur la scène économique européenne. La différence est que si la France qui occupait le 4^e rang des puissances industrielles, au monde, pouvait se le permettre, l'Algérie, en voie de développement, non !

Est-ce à dire qu'il est trop tard pour amorcer un redressement du système économique algérien, dans des délais rapprochés ?

Cela sera difficile parce qu'un projet aussi ambitieux demande du temps, de la volonté, des moyens financiers considérables, une marge de manœuvre interna-

Propos recueillis par Mokhtar Benzaki

tionale confortable et une paix sociale durable, ce que, malheureusement, l'Algérie ne possède plus ou ne maîtrise plus, en cette conjoncture d'indigence et d'hostilité extrêmes. Il existe, cependant, un moyen d'en sortir et de partager, équitablement, le fardeau de la crise. Ce moyen est, essentiellement politique. L'Etat a toute la latitude – même si les réflexes qui le muent restent méfiants et exclusifs – de lancer une grande initiative qui rassemblerait «majorité», «opposition» et mouvement de la société civile représentatifs des grandes tendances de la société, sous l'égide d'un pacte patriotique de soutien à l'ANP qui fixerait et définirait le rôle et les prérogatives de chacun dans l'esprit d'ouverture auquel, d'ailleurs, incite la Constitution révisée. Ce qui, dans un Etat respectueux de l'intérêt supérieur de ses citoyens, devrait se traduire par la formation d'un gouvernement d'union nationale sur la base d'un programme de salut en soutien à l'action de l'ANP qui a besoin d'un arrière puissant, uni, prêt à toute éventualité.

Dans l'état actuel des choses, c'est-à-dire une suspicion générale vis-à-vis de l'autorité et une autonomisation de plus en plus manifeste de la société, les élections ne seront d'aucun secours, l'opinion s'étant vaccinée contre l'urne jusqu'à preuve du contraire : la répudiation de la fraude et l'élimination (est-elle possible ?) du magma corrompu et corrompible formé par la clientèle activiste des appareils politiques, administratifs et syndicaux officiels. Il ne suffit, donc, pas de décréter la constitution «d'un rempart national» qui ne regroupera – pour la simple parade – (en l'absence du RND) que les partis privilégiés et leurs sous-traitants, ce qui n'ajoutera, au mieux, que de la division à la division et de l'affrontement à l'affrontement.

Les Algériens sont aujourd'hui trop conscients pour laisser leur intelligence être insultée par la vulgate d'une démocratie discursive aux effets plus crisogènes que curatifs. En face, les choses ne vont pas mieux. Les oppositions réunies sous

le sigle de la CNLTD qui tentent de recoller leurs morceaux au moyen de compositions idéologiques compromettantes, n'arrivent pas à faire émerger un centre dirigeant capable de mobiliser et de combler le déficit de crédit dû à la difficulté qu'elles éprouvent de passer du stade de la fiction à celui de la réalité. Elles sont, de ce fait, interpellées par l'opinion qui place, en elles, certains de ses espoirs, à l'effet de bannir les querelles de leadership en leur sein, et de proposer un cap plus clair et plus consistant que les slogans et les effets de manche sans impact sur le quotidien des citoyens.